

Rouge et Vert : la perspective écosocialiste

Michael Löwy

Michael Löwy est philosophe. Il a écrit sur le marxisme, le mouvement social en Amérique latine, l'histoire juive et l'écosocialisme. Il est directeur de recherche émérite au CNRS et à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales).

La crise écologique planétaire a pris un tournant décisif avec le phénomène de changement climatique, processus fatal qui progresse bien plus rapidement que ce qui avait été prédit. Accumulation de CO₂, hausse des températures, fonte de la glace polaire, sécheresse, inondations : tout va très vite et les calculs scientifiques, considérés comme trop optimistes, se modifient avant même que l'encre ait le temps de sécher. Les observateurs penchent de plus en plus vers les prévisions les plus alarmistes pour les dix, vingt, trente prochaines années. Il faut ajouter à cela que les bilans climatiques officiels ne prennent pas en compte certains dangers, trop peu étudiés, mais qui pourraient provoquer une accélération incontrôlable du réchauffement de la planète, comme les 400 milliards de tonnes de CO₂ qui sont encore emprisonnés dans le permafrost, ce marais gelé qui s'étend sur toute la Sibérie. Si la glace arctique fond, pourquoi pas le permafrost ? Au-delà d'une certaine hausse des températures (six degrés par exemple), la planète serait-elle toujours habitable pour notre espèce ?

Qui est responsable de cette situation sans précédent dans l'histoire de l'humanité ? C'est l'activité humaine, répondent les scientifiques. La réponse est juste mais un peu trop simpliste : les humains vivent sur terre depuis des milliers d'années, mais la concentration de CO₂ dans l'atmosphère n'est devenue dangereuse qu'au cours de ces dernières décennies. En tant que marxistes, nous répondons que le coupable est le capitalisme. C'est sa logique absurde et irrationnelle d'expansion et d'accumulation illimitées et son productivisme tourné vers une recherche obsessionnelle du profit qui ont mené l'humanité au bord du précipice. Comme l'écrivait récemment John Bellamy Foster, « la crise écologique planétaire s'universalise de plus en plus. Elle est le produit du caractère incontrôlable et destructeur d'une économie capitaliste rapidement globalisante, qui ne connaît d'autre loi que celle de son expansionnisme exponentiel »¹.

Comment réagir face à ce danger ?

Les réformes partielles sont complètement inadaptées : l'échec de Kyoto illustre l'impossibilité de répondre au défi dramatique du réchauffement climatique avec les méthodes du « marché libre » capitaliste, comme « la bourse aux droits d'émission ». Sans parler des solutions pseudo-techniques, telles que les fameux « biocarburants » qui utilisent des céréales alimentaires pour remplir les réservoirs affamés des voitures et libèrent, au cours de leur production, autant de CO₂ qu'ils sont supposés en épargner par rapport à l'essence.

¹ John Bellamy Foster
« The Ecology of
Destruction », *Monthly
Review*, vol. 58, n° 9,
february 2007, p. 7.

Ce qu'il faut, c'est remplacer la micro-rationalité du profit par une macro-rationalité sociale et écologique avec un véritable changement de civilisation. C'est impossible sans une profonde réorientation technologique visant à remplacer les sources d'énergie actuelles (responsables du réchauffement climatique) par des énergies « propres » et renouvelables comme l'énergie éolienne ou solaire. La première question porte donc sur le contrôle des moyens de production, et notamment les décisions d'investissement et les évolutions technologiques qui, pour le bien commun de la société, ne doivent plus être du ressort des banques et des entreprises capitalistes.

Le socialisme et l'écologie – ou du moins certaines branches – partagent des objectifs communs qui impliquent une remise en question de cet automatisme économique du règne de la quantification, de la production comme une fin en soi, de la dictature de l'argent, de la réduction de l'univers social à de simples calculs de rentabilité et aux besoins d'accumulation de capital. Le socialisme ainsi que l'écologie font appel à des valeurs qualitatives : pour les socialistes, la valeur d'usage, la satisfaction des besoins, l'égalité sociale ; pour les écologistes, la protection de la nature et de l'équilibre écologique. Tous deux conçoivent l'économie comme faisant « partie intégrante » de l'environnement, un environnement social ou naturel.

L'écosocialisme cherche à offrir une alternative de civilisation radicale, fondée sur les arguments fondamentaux du mouvement écologiste et de la critique marxiste de l'économie politique. Il oppose au progrès capitaliste destructeur (Marx) une politique économique fondée sur des critères non monétaires et extra-économiques : les besoins sociaux et l'équilibre écologique. Cette synthèse dialectique, tentée par un grand nombre d'auteurs (James O'Connor, Joel Kovel, John Bellamy Foster, André Gorz dans ses premiers écrits, Elmar Altvater), est à la fois une critique de « l'écologie de marché », qui ne remet pas en cause le capitalisme, et d'un « socialisme productiviste » qui ignore la question des limites naturelles.

Selon James O'Connor, le socialisme écologique envisage une société nouvelle basée sur la rationalité écologique, le contrôle démocratique, l'égalité sociale et la prédominance de la valeur d'usage sur la valeur d'échange. J'ajouterai que ces objectifs requièrent : a) la propriété collective des moyens de production (« collective » au sens de propriété publique, coopérative ou communautaire) ; b) une planification démocratique qui permet à la société de définir les objectifs d'investissement et de production ; c) une nouvelle structure technologique des forces de production. En d'autres termes : une transformation sociale et économique révolutionnaire ².

Marx et Engels eux-mêmes connaissaient les conséquences écologiques dévastatrices du mode de production capitaliste. Plusieurs passages du *Capital* et d'autres écrits en témoignent ³. De plus, ils savaient que le but du socialisme n'était pas de produire plus de marchandises mais d'offrir aux hommes du temps libre pour développer pleinement leur potentiel. En cela, ils ont peu de chose en commun avec le « productivisme » dont le développement sans limites de la production est une fin en soi.

Cependant, l'interprétation marxiste prépondérante du 20^e siècle – fondée, il est vrai, sur certains passages des écrits de Marx et d'Engels – soutenait que le but

2 John Bellamy Foster utilise le concept de « révolution écologique » mais il défend l'idée qu'une « révolution écologique globale digne de ce nom peut seulement se produire dans le cadre d'une plus vaste révolution sociale – et, j'insiste, socialiste. Une telle révolution [1/4] demande, comme le souligne Marx, que les producteurs associés réglementent de façon raisonnable les relations métaboliques entre l'homme et la nature [1/4]. Elle doit puiser son inspiration chez William Morris, un des plus originaux et écologiques disciples de Karl Marx, chez Gandhi et chez d'autres figures radicales, révolutionnaires et matérialistes, y compris Marx lui-même, en remontant jusqu'à Epicure. » (« Organizing Ecological Revolution » *Monthly Review*, 57.5, october 2005, p. 9-10).

3 cf. John Bellamy Foster *Marx's Ecology. Materialism and Nature*, New York, Monthly Review Press, 2000.

du socialisme était de permettre le développement de forces de production au-delà des limites imposées par le capitalisme. Selon cette approche, la transformation socialiste ne concerne que les relations de production capitalistes qui sont devenues un obstacle (on utilise souvent le terme de « chaînes ») au libre développement des forces de production existantes.

Au lieu de cela, nous suggérons que les socialistes s'inspirent des remarques de Marx sur la Commune de Paris : les travailleurs ne peuvent pas prendre possession de l'appareil d'État capitaliste et le mettre simplement au service de leurs intérêts. Ils doivent « casser » cet appareil d'État et le remplacer par une forme de pouvoir politique radicalement différente, démocratique et non-étatiste.

Il en va de même, *mutatis mutandis*, pour l'appareil de production : par sa nature, sa structure, il n'est pas neutre mais il est au service de l'accumulation de capital et de l'expansion illimitée du marché. C'est en contradiction avec les besoins en matière de protection de l'environnement et de santé de la population. Il faut donc le « révolutionner » par un processus de transformation radicale. Cela implique peut-être de mettre fin à certains secteurs de production comme les centrales nucléaires, certaines méthodes de pêche massives/industrielles (responsables de l'extermination de plusieurs espèces marines), l'abattage désastreux des forêts tropicales, etc. (la liste est très longue). En tout cas, les forces de production, et pas seulement les relations de production, doivent être transformées en profondeur. Cela commencerait par le remplacement des sources d'énergie actuelles (notamment les combustibles fossiles), responsables de la pollution et de l'empoisonnement de l'environnement, par des sources d'énergie renouvelables comme l'énergie hydraulique, éolienne ou solaire, au moyen d'une révolution du système énergétique. Nombre des réussites scientifiques et technologiques modernes sont, bien sûr, précieuses mais tout le système de production doit être transformé. Cela ne peut se faire que par des méthodes écosocialistes, par exemple au moyen d'une planification démocratique de l'économie qui prendrait en compte la préservation de l'équilibre écologique.

La question de l'énergie est décisive pour ce processus de changement de civilisation. Les combustibles fossiles (pétrole, charbon) sont en grande partie responsables de la pollution de la planète ainsi que du changement climatique désastreux. L'énergie nucléaire est une fausse alternative non seulement à cause du risque de nouveaux Tchernobyl mais aussi parce que personne ne sait que faire des milliers de tonnes de déchets radioactifs (qui sont toxiques pour des centaines, des milliers voire des millions d'années pour certains) et des gigantesques usines obsolètes polluées. L'énergie solaire, qui n'a jamais été envisagée par les sociétés capitalistes, pourrait devenir, sans être « rentable » ou « concurrentielle », l'objet de recherche et développement intensifs et jouer un rôle majeur dans la création d'un système énergétique alternatif.

Des secteurs entiers du système de production doivent être supprimés ou restructurés et de nouveaux secteurs doivent être développés. La condition nécessaire à cela est le plein emploi pour tous les travailleurs, avec des salaires et des conditions de travail équitables. Cette condition est essentielle non seulement pour la justice sociale mais aussi parce qu'elle apportera un soutien aux travailleurs

lors du processus de transformation structurelle des forces de production. Ce processus est impossible sans un contrôle public des moyens de production et du programme, c'est-à-dire des décisions publiques d'investissement et d'évolutions technologiques qui, pour le bien commun de la société, ne doivent plus être du ressort des banques et des entreprises capitalistes.

Le programme socialiste est fondé sur un débat démocratique et pluraliste à tous les niveaux de décision : différentes propositions sont soumises aux personnes concernées, rassemblées en partis, en plateformes ou en tout autre mouvement politique, et des délégués sont élus. Cependant, la démocratie représentative doit être appliquée (et corrigée) par une démocratie directe, où les personnes décident directement (au niveau local, national et, ultérieurement, au niveau mondial) de questions majeures telles que la gratuité des transports publics, le paiement de taxes par les propriétaires de véhicules privés pour financer les transports publics, l'utilisation de l'énergie solaire pour concurrencer l'énergie fossile, la réduction du temps de travail à 30 heures, 25 heures ou moins, même si cela implique une baisse de la production. La nature démocratique de ce programme n'exclut pas le déploiement d'experts dont le rôle ne serait plus de décider mais d'exprimer leur point de vue, souvent différent voire contradictoire avec celui de la population, afin que cette dernière adopte la meilleure solution.

Quelle garantie a-t-on que les gens prennent les bonnes décisions en matière d'écologie, au prix de l'abandon de quelques habitudes de consommation ? Une telle « garantie » n'existe pas si ce n'est par la confiance en la rationalité des décisions démocratiques, une fois mis à mal le pouvoir du fétichisme matériel. Des erreurs seront bien sûr commises au cours de ces décisions populaires mais qui peut croire que les experts ne commettent pas aussi des erreurs ? On ne peut concevoir la mise en place d'une telle société sans que la majeure partie de la population ait, par ses batailles, acquis une auto-éducation et ait accumulé une expérience sociale et une grande conscience socialiste/écologique. Cela nous permet raisonnablement de penser que ces erreurs (y compris des décisions incompatibles avec les besoins environnementaux) seront corrigées. Quoiqu'il en soit, les alternatives proposées (le marché aveugle ou une dictature écologique des « experts ») ne sont-elles pas plus dangereuses que le processus démocratique, avec toutes ses contradictions ?

Le passage du « progrès destructeur » du capitalisme au socialisme est un processus historique, une transformation révolutionnaire permanente de la société, de la culture et des mentalités. Cette transition nous conduirait non seulement à un nouveau mode de production et à une société égalitaire et démocratique, mais aussi à un mode de vie alternatif, une nouvelle civilisation écosocialiste au-delà du règne de l'argent, des habitudes de consommation artificiellement produites par la publicité et de la production sans limites de marchandises inutiles et/ou nocives pour l'environnement. Il faut insister sur le fait qu'un tel processus ne peut commencer sans une transformation révolutionnaire des structures sociales et politiques et sans un soutien actif de la plupart d'entre nous au programme écosocialiste. Le développement de la conscience socialiste et écologique est un processus dans lequel le facteur décisif est l'expérience collective de la lutte, depuis des confrontations locales et partielles jusqu'à un changement radical de la société.

Certains écologistes croient que la seule alternative au productivisme est de stopper aussi la croissance ou de la remplacer par une croissance négative (ce que les Français appellent la décroissance), et de réduire de manière drastique le niveau de consommation excessif de la population en diminuant de moitié les dépenses d'énergie, en abandonnant les maisons individuelles, le chauffage central, les lave-linge, etc. Comme ces mesures d'austérité draconienne pourraient être impopulaires, certains évoquent l'idée d'une sorte de « dictature écologique ».

À l'opposé d'une vision aussi pessimiste, les optimistes socialistes pensent que le progrès technologique et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables permettraient une croissance et une abondance sans limites afin que chacun puisse recevoir « en fonction de ses besoins ».

Il me semble que ces deux écoles partagent une conception purement quantitative de la « croissance » (positive ou négative) ; en d'autres termes, du développement des forces de production. Une troisième position me semble plus appropriée : une transformation qualitative du développement. Cela signifie mettre un terme au gaspillage monstrueux des ressources par le capitalisme, dû à la production à grande échelle de produits inutiles et/ou nocifs : l'industrie des armes est un bon exemple mais une grande partie des « biens » produits par le capitalisme (construits dans l'obsolescence) n'ont d'autre but que de générer du profit aux grandes sociétés. Dans l'abstrait, le problème n'est pas une « consommation excessive » mais un type de consommation répandu, manifestement fondé sur l'appropriation, le gaspillage de masse, l'aliénation mercantile, l'accumulation obsessionnelle de biens et l'acquisition compulsive de pseudo-nouveautés imposées par la « mode ». Une nouvelle société orienterait la production vers la satisfaction de besoins authentiques, à commencer par ce qu'on pourrait appeler les besoins « bibliques », à savoir l'eau, la nourriture, les vêtements, le logement, mais aussi les services fondamentaux comme la santé, l'éducation, le transport et la culture.

De toute évidence, les pays du Sud, où ces besoins sont loin d'être satisfaits, auraient besoin d'un niveau de « développement » bien plus élevé (construction de chemins de fer, d'hôpitaux, de réseaux d'assainissement et d'autres infrastructures) que ce dont les pays industriels avancés ont besoin. Mais il n'y a aucune raison pour que cela ne puisse pas se faire sans un système de production respectueux de l'environnement et fondé sur des énergies renouvelables. Ces pays auraient besoin de cultiver de grosses quantités d'aliments pour nourrir leurs populations affamées ; mais il existe une bien meilleure solution pour y parvenir, comme n'ont cessé de le dire les mouvements paysans du réseau international *Via Campesina* depuis des années : une agriculture paysanne biologique fondée sur des unités familiales, des coopératives ou des fermes collectives, plutôt que sur des méthodes destructrices et antisociales d'agroalimentaire industriel, basées sur l'utilisation intensive de pesticides, de produits chimiques et d'OGM. Au lieu de l'atroce système de dette actuel et de l'exploitation impérialiste des ressources du Sud par les pays industriels/capitalistes, il y aurait un flux d'aide technique et économique du Nord vers le Sud qui ne demanderait pas, comme semblent le croire quelques écologistes puritains et ascètes, que l'Europe ou l'Amérique du Nord « abaissent leur niveau de vie » : elles se débarrasseraient juste d'une consommation excessive — induite par le capitalisme — de marchandises inutiles qui ne correspondent à aucun besoin réel.

Comment distinguer les besoins authentiques des besoins artificiels, faux et improvisés ? Ces derniers sont induits par manipulation mentale, à l'instar de la publicité. Celle-ci a envahi toutes les sphères de la vie humaine dans les sociétés capitalistes modernes : non seulement l'alimentation et l'habillement mais le sport, la culture, la religion et la politique sont aussi formatés selon ses règles. Elle a envahi nos rues, nos boîtes aux lettres, nos écrans de télévision, nos journaux et nos paysages de manière permanente, agressive et insidieuse. Elle contribue de manière décisive à des habitudes de consommation manifestes et compulsives. De plus, elle gaspille une quantité astronomique de pétrole, d'électricité, de temps de travail, de papier, de produits chimiques et d'autres matières premières, tous payés par le consommateur, pour une branche de « production » non seulement inutile d'un point de vue humain mais aussi en contradiction directe avec des besoins sociaux réels. Alors que la publicité est une dimension indispensable de l'économie de marché capitaliste, elle n'aurait aucune place dans une société de transition vers le socialisme, où elle serait remplacée par des informations sur les biens et les services fournies par les associations de consommateurs. Le critère de distinction entre un besoin authentique et un besoin artificiel est son maintien après la suppression de la publicité (Coca Cola !). Bien sûr, pendant quelques années, les vieilles habitudes de consommation persisteraient ; personne n'a le droit de dire aux gens quels sont leurs besoins. Le changement des schémas de consommation est un processus historique et un défi pédagogique.

Certaines marchandises, comme les véhicules individuels, posent des problèmes plus complexes. Les véhicules privés sont une nuisance publique qui tue et mutilé chaque année des centaines de milliers de personnes à l'échelle mondiale, pollue l'air des grandes villes, avec des conséquences terribles sur la santé des enfants et des personnes âgées, et contribue pour beaucoup au changement climatique. Toutefois, elles répondent à un besoin réel : transporter les personnes à leur domicile, sur leur lieu de travail ou de loisirs. Des expériences locales menées dans certaines villes européennes par des administrations soucieuses de l'environnement montrent qu'il est possible, avec le soutien de la majorité de la population, de limiter progressivement la part des véhicules individuels en circulation pour privilégier les bus et les tramways. Au cours de cette transition vers l'écosocialisme, les transports publics (de surface ou souterrains) seraient largement étendus et gratuits pour les utilisateurs ; les piétons et les cyclistes bénéficieraient de voies protégées. Les véhicules privés auraient alors un rôle bien plus réduit que dans la société bourgeoise où ils sont devenus des objets de fétichisme (promus par une publicité insistante et agressive), un symbole de prestige, un signe d'identité (aux États-Unis, le permis de conduire est la pièce d'identité reconnue) et sont au centre de la vie personnelle, sociale et érotique. Il serait bien plus facile, lors de cette transition vers une nouvelle société, de réduire de manière drastique le transport de marchandises par camions, qui est responsable d'accidents terribles et d'une pollution élevée, et de le remplacer par le train, ou par le ferroutage (les camions sont acheminés en train d'une ville à une autre). Seule la logique capitaliste absurde de « compétitivité » explique la croissance dangereuse de ces camions.

Certes, répondront les pessimistes, mais les individus sont mus par des aspirations et des désirs infinis qui doivent être contrôlés, vérifiés, contenus et, si

nécessaire, réprimés, et cela peut nécessiter de poser des limites à la démocratie. Cependant, l'écosocialisme est fondé sur un pari qui était déjà celui de Marx : la prédominance, dans une société sans classes et libérée de l'aliénation capitaliste, de « l'être » sur « l'avoir » : par exemple, la prédominance des loisirs pour l'accomplissement personnel via des activités culturelles, sportives, ludiques, scientifiques, érotiques, artistiques et politiques sur le désir d'une possession illimitée de produits. L'avidité compulsive est induite par le fétichisme matériel inhérent au capitalisme, par l'idéologie dominante et la publicité : rien ne prouve que cela fasse partie d'une « nature humaine éternelle », comme voudrait nous le faire croire le discours réactionnaire. Comme le précisait Ernest Mandel : « L'accumulation continue de biens (associée à une « utilité marginale » déclinante) n'est en aucune manière une caractéristique universelle voire prépondérante du comportement humain. Le développement de talents et de penchants pour ce qu'ils sont, la protection de la santé et de la vie, la garde des enfants, le développement de relations sociales riches [...], tout cela devient la motivation majeure une fois que les besoins matériels fondamentaux sont satisfaits » 4.

Cela ne signifie pas que des conflits n'auront pas lieu, notamment durant le processus de transition, entre la nécessité de protéger l'environnement et les besoins sociaux, entre les impératifs écologiques et le développement nécessaire d'infrastructures fondamentales – en particulier dans les pays pauvres – entre des habitudes de consommation populaires et la rareté des ressources. Une société sans classes n'est pas pour autant une société sans contradictions et sans conflits ! Ils sont inévitables. Il reviendra au programme démocratique, dans une perspective écosocialiste, libéré des impératifs de capital et de profit, de les résoudre par des discussions pluralistes et ouvertes, ce qui conduira à une prise de décision par la société elle-même. Cette démocratie populaire et participative est la seule façon, non pas d'éviter les erreurs, mais de permettre à la collectivité sociale de corriger ses propres erreurs.

Est-ce de l'utopie ? Au sens étymologique – « ce qui n'existe nulle part » – certainement. Mais est-ce que les utopies, c'est-à-dire les visions d'un autre futur, les rêves d'une société différente, ne sont pas une caractéristique nécessaire à tout mouvement qui souhaite remettre en question l'ordre établi ?

L'utopie socialiste et écologique n'est qu'une possibilité objective et non le résultat inévitable des contradictions du capitalisme ou des « lois de fer de l'histoire ». Personne ne peut prédire l'avenir, sauf au conditionnel : faute d'une transformation écosocialiste, d'un changement radical du modèle de civilisation, la logique capitaliste va mener la planète à des désastres écologiques dramatiques, menaçant la santé et la vie de milliards d'êtres humains et peut-être même la survie de notre espèce.

Rêver et se battre pour un socialisme vert ou, selon certains, pour un communisme solaire, ne signifie pas que l'on ne se bat pas pour des réformes concrètes et urgentes. Sans aucune illusion quant au « capitalisme propre », il faut essayer de gagner du temps et d'imposer aux pouvoirs en place quelques changements élémentaires : l'interdiction des HFCFC qui détruisent la couche d'ozone, un moratoire général sur les organismes génétiquement modifiés, une réduction

4 Ernest Mandel, *Power and Money. A Marxist Theory of Bureaucracy*, London, Verso, 1992, p. 206.

drastique des émissions de gaz à effet de serre, le développement des transports publics, la taxation des véhicules polluants, le remplacement progressif des camions par les trains, une réglementation sévère sur la pêche ainsi que sur l'utilisation de pesticides et de produits chimiques dans la production agro-industrielle. De telles questions sont au cœur du mouvement pour la justice mondiale et des Forums sociaux mondiaux, une nouveauté décisive qui a permis, depuis Seattle en 1999, le rassemblement des mouvements sociaux et écologistes dans une lutte commune contre le système.

Ces revendications éco-sociales urgentes peuvent mener à un processus de radicalisation à condition que l'on refuse de limiter ses objectifs en fonction des besoins du marché capitaliste ou de la « compétitivité ». Chaque petite victoire, chaque progrès partiel peut tout de suite conduire à une exigence plus élevée, à un objectif plus radical.

Ces batailles sur des problèmes concrets sont importantes, non seulement parce que les victoires partielles sont les bienvenues en elles-mêmes, mais aussi parce qu'elles contribuent à faire grandir la conscience écologique et socialiste et parce qu'elles encouragent une activité et une auto-organisation à partir d'en bas. Ces deux aspects sont les pré-requis nécessaires à une transformation radicale, c'est-à-dire révolutionnaire, du monde.

Il n'y a aucune raison d'être optimistes : les élites dirigeantes établies sont incroyablement puissantes et les forces d'opposition radicale toujours mineures. Mais elles sont notre unique espoir d'arrêter le cours catastrophique de la « croissance » capitaliste.